



# Rapport Annuel 2013

**CIDSE** 

together for global justice  
ensemble pour un monde de justice  
juntos en pro de la justicia global

# La CIDSE – ensemble pour un monde de justice

La CIDSE est une alliance internationale d'agences de développement catholiques. Nos 17 membres d'Europe et d'Amérique du Nord s'efforcent d'éradiquer la pauvreté et d'instaurer la justice dans le monde selon une stratégie qui leur est commune.

Nos domaines d'activités:

- Travail de plaidoyer dans le domaine des ressources allouées au développement; de la justice climatique; de l'alimentation et de l'agriculture durable; des entreprises et des droits humains. Les questions de développement durable, de gouvernance mondiale et d'égalité des sexes sont abordées de manière transversale dans tous les domaines précités.
- Initiatives et stratégies communes en matière de coopération au développement, l'accent étant mis sur la coordination afin de renforcer l'impact des programmes et l'action de plaidoyer de nos partenaires du Sud.

En tant qu'alliance internationale, la communication ainsi que la mutualisation des connaissances et des acquis sont essentielles à notre action.

Le travail de la CIDSE est facilité par un secrétariat situé à Bruxelles (Belgique).

## Table des matières

Avant-propos du Président	3
En route vers un nouveau paradigme	4
Des Objectifs fragiles	5
En agriculture, l'argent compte	6
Jeter les bases d'un accord climatique équitable	7
Financement du développement durable: si près du but et pourtant si loin	8
Des mesures concrètes pour la redevabilité des entreprises	9
Deux décennies plus tard, le crépuscule des Accords d'Oslo	10
Egalité des sexes - des progrès en cours	11
Apprendre du Sud	12
Partenariats avec les Conférences épiscopales du Sud	13
Principales publications	14
Structure et personnel en 2014	15

Publié en avril 2014

Par CIDSE, Rue Stévin 16, B-1000 Bruxelles, Belgique  
Rédacteur en chef Bernd Nilles  
Rédacteur Markus Drake  
Photo de couverture © hadynyah  
Conception et mise en page Fuel, Bruxelles, [www.fueldesign.be](http://www.fueldesign.be)

Imprimé sur papier 100% recyclé, fabriqué sans blanchiment chimique ni optique.

CIDSE's annual report 2013 is also available in English.

El informe anual 2013 de la CIDSE también está disponible en español.



[facebook.com/cidse](https://facebook.com/cidse)



[flickr.com/cidse](https://flickr.com/cidse)



[twitter.com/cidse](https://twitter.com/cidse)



[youtube.com/cidseonline](https://youtube.com/cidseonline)

# Avant-propos du Président



L'année 2013 occupera indubitablement une place particulière dans l'histoire. Le monde catholique a en effet assisté à un événement sans précédent: la démission d'un Pape. L'annonce de Benoît XVI a marqué un grand moment de transformation de l'Église, confirmé par l'arrivée du Pape François. Les avis tranchés de ce dernier en faveur de la justice sociale ainsi que sa critique du consumérisme et du capitalisme débridé en inspirent plus d'un. Et plus particulièrement la CIDSE, qui milite pour un changement de paradigme, vers un monde plus juste et plus durable.

Les déclarations sans équivoque du Pape François lors de sa visite en Sardaigne en septembre 2013 à propos de la dignité des travailleurs ont eu un immense retentissement dans une année marquée par un des accidents industriels les plus tragiques de ces dernières décennies. Le 24 avril, un bâtiment abritant une entreprise textile s'est effondré non loin de Dhaka, la capitale du Bangladesh, faisant près de trois mille blessés et morts parmi les ouvriers, pour la plupart des femmes, ensevelis sous les gravats. Cette catastrophe a mis en lumière la responsabilité du secteur privé en général et surtout celle du respect des droits de l'homme d'un bout à l'autre de la filière d'approvisionnement. Dans les heures qui ont suivi, de nombreuses marques de vêtement se sont empressées de publier leurs bons antécédents ou de prendre des mesures pour la sécurité des travailleurs. Mais faut-il attendre à chaque fois qu'il y ait des victimes pour étendre la responsabilité des entreprises en matière de droits de l'homme? La question mérite d'être posée.

À nous de nous demander comment garantir au mieux le bien-être et la dignité humaine de tous les hommes et de toutes les femmes ainsi que la protection de la création. Pour répondre à cette question, le réseau de la CIDSE peut s'appuyer sur une longue expérience de travail conjoint dans le domaine du plaidoyer, des programmes et des campagnes d'opinion, aux côtés de ses membres et de ses partenaires. En 2013, nous avons décidé de prendre de nouvelles initiatives communes à l'échelon national et international, afin de promouvoir des changements systémiques apportant des solutions durables et équitables par la réduction de la surconsommation et la promotion de schémas de production durables.

Au niveau individuel, les crises économique, sociale et environnementale actuelles doivent nous amener à changer de comportement et de style de vie. Nous devons changer le système présent, basé sur l'accroissement de la production et des niveaux de production inégaux et non durables qui exercent une pression sur les ressources planétaires et creusent les inégalités entre les citoyens du monde.

Au niveau de notre action de plaidoyer internationale, le processus de l'après-2015 nous fournit l'occasion de militer pour un changement systémique, réellement participatif et fondé sur les droits de l'homme, lequel suppose certains choix et réformes politiques pour aboutir à un cadre de développement plus global, qui établit un lien entre le Sud et le Nord et entre le développement et la durabilité. À cela s'ajoutent d'autres opportunités politiques, telles que les négociations de l'ONU sur le climat, l'Année européenne du développement (2015), un éventuel nouveau cycle de négociations commerciales de l'OMC de même que les propositions visant à établir un traité contraignant sur les entreprises et les droits de l'homme.

Armée de cette vision forte, de la doctrine sociale de l'Église et de l'évangile, la CIDSE est prête à affronter l'évolution des besoins en matière de développement, à protéger ceux qui sont menacés et à défendre l'option pour les pauvres, en concertation avec les personnes de bonne volonté de par le monde.

Heinz Hödl  
Président de la CIDSE  
Directeur de KOO (Autriche)

# En route vers un nouveau paradigme

Les partenaires du Sud de la CIDSE ont été à l'avant-garde de nombreux combats, dont celui contre l'apartheid. Nous tenons compte des appels qui nous sont lancés par ceux qui veulent continuer à se battre pour un monde juste et durable, comme ce fut le cas en 2013 au travers de notre action pour un changement de paradigme.

À l'occasion d'un séminaire organisé au mois de mai 2013, nous avons pu constater que de plus en plus de problèmes liés aux inégalités et à l'usage des ressources naturelles étaient communs à l'Europe, à l'Amérique du Nord, au Brésil, à la Bolivie, à l'Afrique du Sud, au Nigeria, à la Zambie, à l'Inde et à d'autres pays. Nous en avons déduit qu'il fallait dépasser le discours du «développement», aller au-delà de la croissance du PIB comme mesure du progrès de la société et de la consommation de biens matériels, au profit d'un nouveau discours sur le bien-être humain, qui respecte la création et préconise de vivre simplement. Nous avons profité du Forum social mondial à Tunis et d'autres occasions pour instaurer des plates-formes de dialogue avec les partenaires autour de cette transformation sociétale, en y associant les plus touchés par le dysfonctionnement du système actuel, de même que ceux qui souhaitent accéder aux modèles actuels ou qui en profitent le plus. Nous n'avons pas de projet préétabli: nos membres explorent de nouvelles pistes de travail afin de parvenir à cette transition.



## Le changement de paradigme

passé par un nouveau discours prophétique inspiré par la doctrine sociale de l'Église, sur le bien-être humain au sein de la création, l'égalité des sexes et la solidarité, au sein d'une économie au service de la société, respectueuse des frontières planétaires

## Janvier

### Développement durable

Les membres de la CIDSE discutent des possibilités de plaidoyer offertes par le processus d'élaboration des Objectifs de développement durable / du cadre de développement de l'après-2015. Ils décident d'organiser un séminaire afin de préciser le contenu du changement de paradigme préconisé par la CIDSE et de donner la priorité au renforcement des partenariats avec les partenaires du Sud qui travaillent sur cette question.



### Réseaux sociaux

Lancement du projet «We are CIDSE: Engaging via Facebook and Twitter». Au travers des réseaux sociaux, cette initiative présente et promeut chaque semaine une organisation membre de la CIDSE, comme si l'on voyageait à travers l'Europe et l'Amérique du Nord.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31

### Comité Directeur

eRko devient officiellement la 17<sup>ème</sup> organisation membre de la CIDSE lors du Comité Directeur accueilli par FEC au Portugal. Bernard Pinaud, Directeur du CCFD-Terre Solidaire, est élu au Comité exécutif. Le rapport de la revue à mi-parcours du Cadre stratégique est approuvé.



### Myanmar

Les membres du groupe de travail Myanmar de la CIDSE discutent de l'évolution de la situation politique, du rôle de l'Église dans ce pays et des conséquences de la nouvelle donne pour leur travail sur le terrain et au niveau européen.





# Des Objectifs fragiles

Le compte à rebours officiel de la réalisation des OMD a été lancé le 5 avril 2013 sous les feux de la presse et des médias et se poursuivra jusqu'à l'échéance de 2015. Les commentaires étaient mêlés de cynisme et d'espoir. Des sentiments que l'on retrouve aux Nations unies et dans les États membres.

Pressée de fournir des résultats, la communauté internationale a approuvé une feuille de route pour l'établissement d'un nouveau cadre et d'un nouvel ensemble d'Objectifs de développement durable (ODD) pour l'après-2015. De nombreuses questions restent néanmoins sans réponse et, comme pour les Objectifs du Millénaire pour le développement, il conviendra de suivre de près l'issue de ces efforts.

La CIDSE a souligné à maintes reprises que la dignité humaine et le respect des droits de l'homme devaient être au cœur des futurs objectifs, lesquels doivent s'atteler aux problèmes structurels du système financier de même qu'aux changements climatiques. Nos délégations à l'ONU et à l'UE de même que notre action lors du Forum social mondial ont renforcé la voix de nos partenaires du Sud; aujourd'hui, le «développement durable» est au cœur de tous les axes thématiques dans lesquels nous sommes engagés. Le débat politique actuel sur le cadre de l'après-2015 et les ODD de même que la prise de conscience de l'échec des méthodes traditionnelles nous offrent une chance de promouvoir notre vision.



Délégués avec Amina Mohammed, Conseillère spéciale de l'ONU pour la planification du développement après 2015

## L'après-2015

est le terme générique utilisé pour désigner le cadre qui remplacera les Objectifs du Millénaire pour le développement, et notamment l'examen des OMD, la définition des Objectifs de développement durable et l'agenda de développement des Nations unies pour l'après-2015

## Février



### Planification des activités

Le groupe de travail justice climatique de la CIDSE se réunit à Madrid pour sa planification annuelle. Il décide de concentrer ses efforts sur le financement climatique, l'augmentation des niveaux d'ambition pour la conférence des Nations unies sur le climat prévue en Pologne et les liens agriculture-climat. Quelques jours plus tard, le groupe de travail alimentation tient une réunion analogue à Bruxelles.



### Hommage à Fred Martinache

Lors d'une cérémonie organisée à Paris, la CIDSE rend hommage à Fred Martinache, ancien Secrétaire général du CCFD-Terre Solidaire (1964-1974) et premier Président laïc de la CIDSE (1969-1971).

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28



### Droits de l'homme en Amérique latine

Tout au long de l'année, la CIDSE continue de dénoncer les atteintes aux droits de l'homme commises envers des organisations partenaires travaillant sur les industries extractives au Guatemala et au Pérou.



### Israël/Palestine

Une mission conjointe se rend en Israël et en Palestine pour y rencontrer des organisations partenaires locales, et discuter de leur travail et de leur analyse de la question des déplacements forcés comme principal obstacle à un développement durable.

# En agriculture, l'argent compte

La Nouvelle Alliance du G8 pour la sécurité alimentaire et la nutrition est emblématique des politiques agricoles du moment, qui laissent le profit l'emporter sur le droit à l'alimentation. On le voit surtout en Afrique, un immense marché que l'agro-industrie considère comme étant sous-exploité. L'initiative, qui vise essentiellement à induire des changements politiques pour attirer les investissements dans l'agriculture africaine, a été examinée à la loupe par les organisations de la société civile qui lui reprochent de défendre les intérêts commerciaux sur les marchés africains.

La CIDSE travaille à la fois sur les questions de gouvernance alimentaire mondiale, d'investissements agricoles et de changements climatiques. En 2013, le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) a entrepris de définir un ensemble de principes afférents à l'investissement agricole responsable qui, nous l'espérons, amèneront les gouvernements à mettre en œuvre des politiques d'investissement agricole qui renforcent le droit à l'alimentation. La réduction de l'aide publique au développement des pays du Nord engendre de nouvelles contraintes pour les gouvernements du Sud, qui se tournent de plus en plus vers le secteur privé pour la mise en œuvre de leur agenda agricole.

Les agrocarburants étant l'un des principaux thèmes du CSA cette année et l'UE ayant par ailleurs entrepris ses propres réformes en la matière, nous avons ajouté ce point à nos réunions de lobbying et participé à l'élaboration d'une réponse commune de la société civile. Bien que les groupes d'intérêts liés à la production et à la consommation d'agrocarburants aient gagné la partie au CSA, les principes d'investissement agricole responsable progressent malgré tout.



## Les principes d'investissement agricole responsable

font actuellement l'objet de négociations au CSA et devraient être entérinés en octobre 2014. Ces principes devraient favoriser des investissements propices à la sécurité alimentaire et soutenir le droit à une alimentation adéquate

## Mars



### Collaboration avec le SCEAM

La CIDSE assiste au Forum politique du SCEAM (Symposium des conférences épiscopales d'Afrique et de Madagascar) à Accra, lequel jette les bases d'une collaboration autour de la question de l'après-2015. En septembre, des représentants du SCEAM rendent visite à la CIDSE à Bruxelles avant de se joindre à la délégation de la CIDSE à New York pour l'événement spécial que les Nations unies consacrent aux OMD et à l'après-2015.



### Entreprises et droits de l'homme

À l'occasion d'un séminaire sur les minerais de conflit organisé au Sénat belge par le Réseau belge sur les ressources naturelles et le Réseau européen pour l'Afrique centrale (EurAC), la CIDSE présente sa toute dernière note d'information sur les mérites des Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme de l'ONU comme outil au service de l'action menée par ses partenaires.



### Objectifs de développement durable

En partenariat avec le Comité économique et social européen, ANPED et le Bureau européen de l'environnement, la CIDSE co-organise un séminaire de la société civile européenne sur les Objectifs de développement durable et ses liens avec l'agenda de l'après-2015. Ce séminaire veut donner l'occasion de discuter du contenu et du processus des ODD afin d'aboutir à des propositions concrètes.



### Forum social mondial

La CIDSE amorce des discussions avec les organisations membres et les partenaires présents au Forum social mondial à Tunis sur la conceptualisation du changement de paradigme et des actions y afférentes. Des ateliers sont également organisés sur le droit à l'alimentation ainsi que sur les risques et opportunités liés à l'agenda de développement pour l'après-2015.

# Jeter les bases d'un accord climatique équitable

À défaut d'une indispensable avancée politique, nous nous dirigeons vers une hausse des températures mondiales de l'ordre de 4°C. Pour l'heure, tous les engagements climatiques sont inadéquats, qu'il s'agisse des politiques d'adaptation, de la réduction des émissions ou du financement climatique international. La 19<sup>ème</sup> CdP à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques qui s'est tenue en Pologne en novembre, n'a pas concrétisé les avancées nécessaires et s'est contentée de modestes pas en direction d'un accord mondial satisfaisant en 2015.

2013 aurait dû être une année cruciale pour le climat, en corrélant les divers engagements climatiques qui restent à concrétiser ou à améliorer, au travers de la définition de l'architecture du futur accord climatique mondial qui sera entériné en 2015. Elle aura malheureusement montré combien les pays répugnent à aller au delà de leurs intérêts à court terme et à s'orienter vers des économies et des sociétés sans ou plus sobres en carbone.

L'Europe n'aura pas non plus été à la hauteur de ses ambitions climatiques, ni réussi à faire preuve de leadership lors du sommet international sur le climat. La Conférence des Parties (CdP) avait lieu en Pologne, un pays qui dépend fortement des combustibles fossiles. Nous avons amorcé un dialogue avec nos homologues polonais et les acteurs de l'Église pour souligner l'importance de la justice climatique et de ses fondements moraux, théologiques et politiques. Nous avons organisé un séminaire de deux jours entre des acteurs confessionnels au service de la justice climatique et des dirigeants religieux du Sud, des organisations de développement et des mouvements sociaux.



## Un accord climatique équitable

est un accord qui vise à maintenir la hausse globale des températures en-deçà des 2°C convenus, sans alourdir la charge pour les populations pauvres de la planète ni recourir à des solutions dont la sûreté et la durabilité ne sont pas établies

## Avril

### Assistant ecclésiastique

La CIDSE assiste à la cérémonie d'installation de Mgr Stanislas Lalanne, Assistant ecclésiastique de la CIDSE, en tant que nouvel Évêque de Pontoise (France).



### Mutualisation et acquisition des savoirs

Les collaborateurs en charge de l'éducation au développement, des campagnes et des collectes de fonds des organisations membres de la CIDSE se retrouvent à Londres à l'invitation de CAFOD pour échanger sur la façon de communiquer nos valeurs communes et mesurer l'impact et l'efficacité des actions d'éducation et de communication. Ils mutualisent aussi leurs expériences de travail avec les bénévoles et les bonnes pratiques de collecte de fonds lors d'événements ou d'activités sportives.



### Publication d'informations pays par pays

La CIDSE salue l'accord trouvé entre le Conseil et le Parlement européens sur les changements à apporter aux Directives comptabilité et transparence de l'UE pour imposer aux sociétés pétrolières, gazières, minières et forestières cotées en bourse dans l'UE de publier les sommes qu'elles versent aux gouvernements.



### Renforcement de la coordination des programmes

Réunis à Bruxelles, les Responsables de programmes de la CIDSE décident de développer un projet pilote dans 3 ou 4 pays afin de recueillir le point de vue et les idées des partenaires concernant l'établissement d'un seuil minimum de coordination. Le coup d'envoi de cette initiative est donné le 25 novembre.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30



# Financement du développement durable: si près du but et pourtant si loin

Si des mesures ont été prises par certaines parties de l'UE afin de taxer les transactions financières en 2013, elles ont été éclipsées par d'autres, contraires au financement durable du développement. Partout dans le monde, la fraude et l'évasion fiscales font perdre des milliards. Lors de l'Assemblée générale de l'ONU de septembre 2013, on a cru déceler une dynamique politique favorable à une refonte du cadre de développement actuel. La CIDSE a contribué aux travaux du Groupe de travail ouvert et de l'ICEFSD.

En décembre 2013, la CIDSE a organisé un séminaire sur le financement du développement durable en marge de la session du Groupe de travail ouvert des Nations unies sur les ODD. Nous avons mis en cause le fait que l'on se concentre exclusivement et de manière disproportionnée sur le rôle de «catalyseur» de l'investissement privé. Si le recours aux deniers publics pour attirer les fonds privés dans le Sud est porteur de valeur ajoutée, celle-ci est, au mieux, difficilement mesurable: comment savoir si le privé n'aurait pas investi de toute façon? La plupart de ces dispositifs échappant à tout contrôle public, on ignore bien souvent quelle partie prend en charge le risque d'échec, et quels sont les critères de développement durable utilisés. Le Groupe de travail ouvert prépare un rapport destiné à éclairer les négociations sur les futurs Objectifs de développement durable.

La CIDSE a également contribué aux débats sur l'avenir des ressources allouées au développement qui se sont tenus au sein de l'ICEFSD.



## Le Comité intergouvernemental d'experts sur le financement du développement durable (ICEFSD)

est l'instance des Nations unies chargée de préparer un rapport proposant des options pour une stratégie de financement du développement durable et efficace

## Mai

### Rencontres à Rome

Le Comité exécutif de la CIDSE se rend à Rome pour y rencontrer comme chaque année des représentants du Saint-Siège et de Caritas Internationalis. Cette visite a lieu quelques semaines à peine après l'élection du Pape François. La CIDSE salue le message d'humilité, de justice sociale et de respect de la création porté par le Saint-Père.



### Visites en Europe de l'Est

Le Président et le Secrétaire général de la CIDSE se rendent en Pologne pour y rencontrer des fonctionnaires du gouvernement et des représentants de l'Église catholique et de la société civile en vue des préparatifs pour la conférence des Nations unies sur le changement climatique à Varsovie. Ils poursuivent leur voyage en Slovaquie afin de rendre visite à eRko, la nouvelle organisation membre de la CIDSE.



1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31

### En route vers un changement de paradigme

70 participants de toutes les organisations membres de la CIDSE et de partenaires de tous les continents débattent d'un nouveau discours sur le bien-être humain. Ils évoquent des initiatives et des exemples d'alternatives qui soutiennent la transition vers des modèles économiques et sociétaux plus durables et plus équitables.



### Sommet fiscal de l'UE

La CIDSE soutient les Évêques Gabriel Mbilingi et Ludwig Schwarz dans l'appel qu'ils lancent aux Chefs de gouvernement de l'UE afin que soient mises en place de toute urgence les réformes structurelles nécessaires à la lutte contre la fraude fiscale et l'opacité du système financier. Elle s'associe également au lobbying mené par la société civile en faveur de l'échange automatique d'informations fiscales dans une lettre conjointe adressée aux dirigeants du G8.



# Des mesures concrètes pour la redevabilité des entreprises

Une réglementation contraignante serait la bienvenue pour les communautés victimes de préjudices commis par des entreprises transnationales. Au niveau européen, 2013 a vu l'adoption de la publication obligatoire d'informations financières pays par pays concernant les versements effectués aux gouvernements par les entreprises extractives et forestières.

Les *Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme* (2011) de l'ONU auraient pu améliorer concrètement la vie de nombreuses communautés d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Cela n'a malheureusement pas été le cas. Les États doivent en faire plus au plan national pour obliger les entreprises à respecter les droits de l'homme.

En concertation avec nos partenaires du Sud, nous avons réalisé une note d'information sur l'application de cette norme minimale internationale afin de réduire le risque d'atteinte aux droits de l'homme par des entreprises commerciales. À partir d'exemples de violations des droits de l'homme aux Philippines, en Colombie et au Cameroun, et en donnant des exemples de réglementation au Pérou, en Inde, en Europe et aux États-Unis, une autre note d'information explique comment les États pourraient imposer des exigences de diligence raisonnable en matière de droits de l'homme aux entreprises.



## La diligence raisonnable en matière de droits de l'homme

postule qu'il est de la responsabilité de l'entreprise d'identifier et d'évaluer les risques relatifs aux droits de l'homme, de prévenir et d'atténuer les incidences négatives et de rendre compte de la manière dont elle y remédie

## Juin



### Nouvelle Alliance du G8

La CIDSE présente sa nouvelle publication «À qui profite l'Alliance? Le G8 et l'émergence d'un régime d'entreprise mondial pour l'agriculture» lors d'un débat avec des organisations de la société civile européenne et des organisations paysannes africaines co-organisé par MISEREOR et europAfrica, en prévision du Sommet britannique du G8. Ce document est le fruit d'une initiative commune entre la CIDSE et l'Alliance Oecuménique «Agir Ensemble».

### Réunion de mi-année de la CIDSE

Les Directeurs des organisations membres de la CIDSE se réunissent en Irlande à l'occasion du 40<sup>ème</sup> anniversaire de Trócaire et remercient Justin Kilcullen, son directeur sortant, pour les services rendus à la CIDSE. Justin a été Président de la CIDSE de 1998 à 2001.



1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30

### Sommet de la société civile

Center of Concern et CAFOD représentent la CIDSE lors du premier Sommet du C20 tenu à Moscou. Dans ses recommandations à la Présidence russe du G20, la CIDSE explique que le Plan d'action pluriannuel de Séoul sur le développement, qui arrivera à terme durant sa présidence, est l'occasion unique pour le G20 de réfléchir à son rôle dans le développement mondial et à la manière d'améliorer son impact.



### Le pouvoir de vivre simplement

Dans le cadre du 10<sup>ème</sup> anniversaire d'*Ecclesia in Europa*, la CIDSE soutient la «Semaine de l'espoir», une initiative de la COMECE, en organisant un déjeuner-débat sur le changement de mode de vie. Sœur Philippa Rath OSB et le député européen Peter Liese figurent parmi les orateurs.



# Deux décennies plus tard, le crépuscule des Accords d'Oslo

En 1993, la signature des Accords intérimaires d'Oslo donnait le coup d'envoi à un processus de paix israélo-palestinien sous l'égide des USA. Malgré la reprise des pourparlers en 2013, les populations ne se font guère d'illusions quant à la fin de l'occupation de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza ou au respect des normes internationales. Les démolitions, les déplacements de communautés palestiniennes et l'expansion illégale des colonies israéliennes se poursuivent en Cisjordanie. Les restrictions égyptiennes ont renforcé l'isolement de Gaza et les civils restent exposés à la violence.

Cela fait longtemps que la CIDSE et ses alliés militent pour que les politiques européennes envers cette région ne s'accommodent pas ou ne soutiennent pas indirectement les violations du droit international. En juillet 2013, l'UE a pris des mesures pour honorer ses engagements en la matière en publiant un ensemble de lignes directrices qui formalisent sa politique, à savoir ne pas autoriser que ses subventions profitent aux colonies illégales de Cisjordanie. Nous saluons cette mesure de l'UE, bien qu'il lui reste encore beaucoup à faire pour aligner sa politique sur ses obligations internationales.

Etant donné que l'UE s'est engagée à promouvoir le respect du droit humanitaire international et les droits de l'homme, et qu'elle dispose d'un pouvoir d'influence certain en tant que principal donateur des Palestiniens et principal partenaire commercial d'Israël, il existe d'autres mesures qu'elle pourrait prendre pour contrer les abus commis sur le terrain.



Quartier résidentiel de Gaza touché par les bombardements aériens de novembre 2012



## Septembre

### Anniversaire des Accords d'Oslo

Dans un article publié dans EurActiv pour le 20ème anniversaire des Accords d'Oslo, la CIDSE déclare qu'il est temps pour l'UE de prendre les choses en mains au Moyen-Orient en subordonnant tout renforcement de ses liens avec Israël à des améliorations tangibles dans les territoires palestiniens occupés.



### Diligence raisonnable en matière de droits de l'homme

La CIDSE publie une note d'information qui définit ce qu'est la diligence raisonnable en matière de droits de l'homme et la façon dont les gouvernements pourraient l'incorporer dans leurs cadres juridiques et réglementaires pour la rendre obligatoire aux entreprises.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30

### Les OMD et le cadre de l'après-2015

Deux jours avant l'événement spécial des Nations unies, la CIDSE co-parraine un débat avec Global Policy Forum et Social Watch à New York. Cet événement demande que, dans la foulée des OMD, un agenda de négociation ambitieux soit établi pour formuler un cadre de développement qui amorcera les changements nécessaires.



### Appel à la justice climatique

Au moment où le GIEC publie son rapport, les 17 Directeurs de la CIDSE appellent conjointement à plus d'action en faveur du climat afin de passer d'économies basées sur les combustibles fossiles à des sociétés sobres en carbone et à ce que les pays en développement reçoivent davantage de soutien technique et financier dans leurs efforts d'adaptation. Un peu plus tôt en septembre, la CIDSE, avec d'autres organisations de la société civile, sortait une vidéo sur le financement climatique, sous le titre «Fund what counts».



# Égalité des sexes – des progrès en cours

En 2013, la CIDSE a profité du processus d'élaboration du cadre de développement de l'après-2015 pour aborder la question des droits des femmes et de l'égalité des sexes, qui sont des conditions préalables à l'allègement de la pauvreté, au bien-être humain, à la justice et à la dignité. Nous ne pouvons rester les bras croisés face aux atteintes aux droits humains et aux discriminations envers les femmes. Il est urgent d'agir.

Nous avons travaillé d'arrache-pied pour fixer et adopter un langage commun autour de l'égalité des sexes. Nous pouvons ainsi intégrer cette dimension avec assurance dans les diverses positions politiques que nous prenons dans nos domaines de plaidoyer et formuler des revendications politiques précises. À l'avenir, nous nous efforcerons de partager notre compréhension et notre approche de cette question avec des réseaux et des organisations de même affinité ainsi qu'avec les Évêques et les institutions catholiques avec lesquels nous travaillons. Notre objectif est d'encourager l'Église et les organisations catholiques à se positionner fortement pour l'égalité des sexes afin d'assurer une vie digne aux femmes et aux hommes. À l'ONU, notre contribution aux Objectifs de développement durable s'est traduite par un plaidoyer solidement argumenté en faveur de l'intégration transversale de l'égalité des sexes dans chacun des objectifs. Ce plaidoyer fixe également un objectif indépendant en la matière, qui concerne la fin des violences faites aux femmes et aux filles, l'inclusion des femmes dans les niveaux de prises de décision, la promotion de l'éducation et de la connaissance des femmes et des filles, indispensables pour leur garantir un accès égal aux ressources.



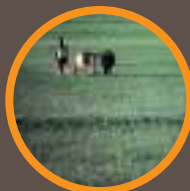
Restez en contact avec la CIDSE

Cliquez sur «J'aime» dans [facebook.com/cidse](https://facebook.com/cidse)

## Octobre

### L'industrie agro-alimentaire et les droits de l'homme

Lors de la réunion annuelle du Comité de la sécurité alimentaire mondiale des Nations unies, la CIDSE présente sa toute dernière note d'information sur l'industrie agro-alimentaire et les droits de l'homme ainsi qu'un manuel sur le Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition co-publié avec FIAN, IUF et Via Campesina. Les deux documents se conçoivent comme des outils à destination des partenaires et des mouvements sociaux sur le terrain.



### Nouveaux venus à la direction des agences de la CIDSE

Simone Filippini succède à René Grotenhuis chez Cordaid et Eamonn Meehan à Justin Kilcullen chez Trócaire. Patrick Renz est nommé Directeur de Fastenopfer, en remplacement d'Antonio Hautle. En début d'année, Lester A. Myers avait pris la succession de Fr. Jim Hug chez Center of Concern et Philippa Bonella, celle de Patricia Chalé chez SCIAF.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31

### En route pour Varsovie

La CIDSE assiste à la Conférence internationale sur le changement climatique organisée par le gouvernement écossais à Glasgow. Cet événement, qui rassemble des représentants de l'industrie, du gouvernement et de la société civile, essaie de voir comment la justice climatique peut s'ajouter aux arguments en faveur d'une transition rapide vers une économie mondiale sobre en carbone. Un peu plus tard en octobre, elle participe également à la Conférence des Évêques d'Asie sur les changements climatiques, à Bangkok.



### Changement de paradigme, suite

Dans le prolongement du séminaire organisé par la CIDSE au mois de mai, des organisations membres poursuivent les discussions sur le changement de paradigme avec leurs collaborateurs et leurs partenaires. Plusieurs initiatives sont prises au cours du second semestre, par CAFOD (juillet), Broederlijk Delen (août) et MISEREOR (octobre).



# Apprendre du Sud

Que ce soit au Forum social mondial ou dans notre travail de plaidoyer aux Nations unies, nos axes d'intervention évoluent en même temps que le monde change. Les «économies émergentes» bouleversent les relations entre nations; le modèle où les «nations industrielles du Nord» dominaient l'agenda international relève du passé. Les problématiques globales affectant aussi bien le Nord que le Sud, nous devons renforcer nos alliances stratégiques avec les partenaires du Sud et écouter ce qu'ils ont à nous apprendre.

Notre action pour la justice climatique a démontré que les organisations confessionnelles et les autorités religieuses du Sud étaient aux côtés des populations pauvres qui souffrent le plus de la crise climatique. Notre combat pour la justice, la solidarité internationale et un accord climatique équitable en 2015 est d'autant plus efficace qu'il est sous-tendu par les efforts de nos partenaires du Sud. Notre travail autour des objectifs de développement de l'après-2015 a également profité de notre coopération avec des intervenants indépendants du Sud.

Nous continuons d'explorer de nouvelles pistes de collaboration extérieure. Nous savons qu'une société civile nouvelle et bien organisée existe désormais dans le Sud. De nombreuses organisations du Sud sont d'anciens ou d'actuels partenaires des organisations membres de la CIDSE. Nous sommes à l'écoute de leurs stratégies et de leurs idées sur la façon d'influencer l'agenda politique.

Militer pour un changement de paradigme offre par définition l'occasion d'associer davantage les partenaires à l'avènement d'une transformation sociale. Notre vision doit se fonder sur le vécu de ceux qui souffrent le plus de la pauvreté, des inégalités et de l'injustice.



## Novembre



### Égalité des sexes

La CIDSE ayant reçu pour mandat d'intégrer davantage la question de l'égalité des sexes dans ses domaines prioritaires, les Responsables de plaidoyer de la CIDSE participent à un atelier sur le renforcement des capacités dans le cadre de leur réunion annuelle.

### Journées européennes du développement 2013

Le Secrétaire général de la CIDSE co-anime le P-lab «Un nouveau discours de développement par et pour tous?» organisé par CONCORD à l'occasion des Journées européennes du développement. Il est également invité à présider le groupe de pilotage de CONCORD chargé d'élaborer ce nouveau discours de développement et de décrire le rôle des organisations de la société civile.



1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30

### Pourparlers sur le climat en Pologne

La CIDSE engage une discussion sur le climat avec l'Église et la société civile polonaises lors du Sommet des Nations unies à Varsovie. À l'occasion d'une conférence co-organisée avec Caritas Pologne et l'Université Cardinal Stefan Wyszyński, les participants discutent de la protection du climat sous un angle confessionnel fondé sur la solidarité mondiale, l'option pour les pauvres et le soin de la création.



### La joie de l'Évangile

La CIDSE salue la publication d'*Evangelii Gaudium*, l'exhortation apostolique dans laquelle le Pape François met les pauvres et les vulnérables au cœur de l'évangélisation; un commentaire est publié sur sa signification pour la CIDSE.



# Partenariats avec les Conférences épiscopales du Sud

Au fil des ans, la CIDSE est parvenue à tisser des relations de plaidoyer avec les Églises du Sud, aboutissant à des visites de lobbying communes et à des initiatives de plaidoyer sur la scène internationale. Nos organisations membres ont par ailleurs multiplié les occasions d'un plaidoyer commun avec les Conférences épiscopales continentales.

En 2013, la CIDSE a poursuivi son dialogue avec les Conférences épiscopales continentales, avec comme résultat l'appui à de nouveaux programmes et une coopération accrue. De fréquents contacts avec le Symposium des Conférences épiscopales d'Afrique et de Madagascar (SCEAM) ont abouti à un plaidoyer commun sur l'après-2015 aux Nations unies. Le Conseil épiscopal d'Amérique latine (CELAM) a manifesté son souhait de collaborer avec la CIDSE et la Fédération des Conférences épiscopales d'Asie (FABC) l'a fait à l'occasion de la conférence sur les changements climatiques qu'elle a organisé en Thaïlande au mois d'octobre 2013.

En mars, la CIDSE, CAFOD, Manos Unidas et MISEREOR ont participé au premier forum politique du SCEAM, dont le thème était l'amélioration de la collaboration catholique en matière de plaidoyer en Afrique afin de revendiquer un agenda de l'après-2015 au service des communautés pauvres. La CIDSE a rencontré la Conférence épiscopale brésilienne (CNBB) en septembre et co-signé une lettre adressée au Pape François soulignant l'urgence pour l'Église catholique de se saisir de la question de la crise climatique.



Mgr. Charles G. Palmer-Buckle, Archevêque d'Accra (Ghana) avec le Secrétaire général de la CIDSE



## Décembre



### Entreprises et droits de l'homme

Une délégation de la CIDSE se rend à Genève pour assister au deuxième Forum des Nations unies sur les entreprises et les droits de l'homme. En prévision de la fin du premier mandat triennal du groupe de travail des Nations unies en 2014, la CIDSE publie une note où elle énonce les axes à poursuivre en priorité pour consolider les travaux du Professeur Ruggie.



### Financement du développement durable

La CIDSE assiste à New York à la deuxième réunion du Comité intergouvernemental d'experts des Nations unies sur le financement du développement durable. «L'argent doit servir et non diriger»: tel était le message d'un événement co-organisé par la CIDSE, RightingFinance, Global Policy Forum et Third World Network en marge de cette réunion.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31



### Hommage à Nelson Mandela

À sa mémoire, la CIDSE publie des déclarations d'organisations membres et de partenaires; des réflexions et des témoignages personnels de même que des observations sur les opportunités et les difficultés rencontrées par les organisations catholiques et les particuliers durant leur combat pour la fin de l'apartheid.



### Projet d'action commune

Courant 2013, les bases d'une initiative commune de plaidoyer et de campagne sont lancées au niveau du réseau de la CIDSE. Cette initiative s'inspire du changement de paradigme vers un monde juste et durable qui nourrit la vision de la CIDSE. Le thème retenu est «La consommation équitable et la production durable». En décembre, un séminaire de planification a lieu à Bruxelles pour cadrer les activités.

2013

# Principales publications

Depuis longtemps, la CIDSE publie des documents, des rapports et des déclarations politiques qu'apprécient aussi bien les décideurs, les responsables politiques et les journalistes que celles et ceux qui font partie du réseau de la CIDSE ou de la sphère du développement. Ci-après, quelques-uns des principaux documents publiés en 2013:



## À qui profite l'Alliance? Le G8 et l'émergence d'un régime d'entreprise mondial pour l'agriculture

Recommandations de la CIDSE et de l'Alliance Oecuménique «Agir Ensemble»



## Diligence raisonnable en matière de droits de l'homme: Mesures politiques pour une mise en œuvre effective

Recommandations de la CIDSE



## Changer de paradigme pour un monde juste et durable - Un nouveau discours pour le bien-être humain

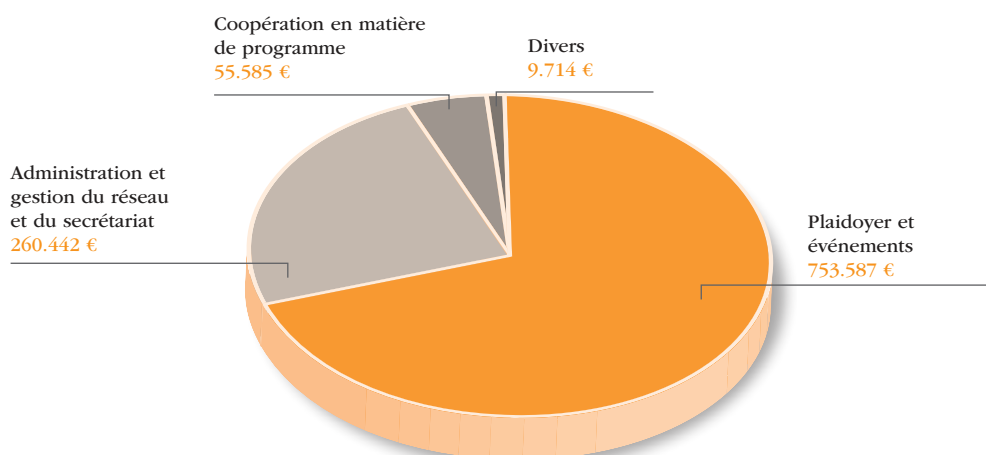
Rapport interactif du séminaire de la CIDSE

Voyez le site [www.cidse.org](http://www.cidse.org) pour un aperçu complet des documents publiés en 2013, y compris les déclarations, recommandations et brochures.

## Finances

La CIDSE fonctionne uniquement grâce aux cotisations de ses membres. Elle n'a aucune autre source de financement de ses projets. Les comptes de la CIDSE sont vérifiés chaque année par un auditeur externe.

### Dépenses de fonctionnement de la CIDSE en 2013: 1.079.328 €



Le Secrétariat de la CIDSE coordonne par ailleurs les projets suivants, pour un budget total de 101.907 €:

- Israël-Palestine: 64.507 €
- Responsables de programme: 30.400 €
- Développement durable: 7.000 €

# Structure et Personnel en 2014

## Comité Directeur

Le Comité Directeur se compose des Directeurs des 17 organisations membres. Instance responsable de la gestion globale de la CIDSE, il se réunit deux fois par an. Plus spécifiquement, il passe en revue l'ensemble des activités en cours et formule les orientations politiques.

## Comité exécutif

Le Comité exécutif est l'instrument d'application et de supervision du Comité Directeur.

Président	<b>Heinz Hödl</b> (KOO)
Membres	<b>Simone Filippini</b> (Cordaid) <b>Eamonn Meehan</b> (Trócaire) <b>Bernard Pinaud</b> (CCFD–Terre Solidaire) <b>Angelo Simonazzi</b> (Entraide et Fraternité)
Assistant ecclésiastique	<b>Mgr. Stanislas Lalanne</b> , Évêque de Pontoise, France
Trésorière	<b>Hilde Demoor</b> (Broederlijk Delen)
Secrétaire général	<b>Bernd Nilles</b>

## Groupes de travail

Les organisations membres de la CIDSE travaillent sur les priorités de plaidoyer définies par le cadre stratégique. Le travail conjoint se fait essentiellement au travers des groupes de travail, de plates-formes et de forums. Le Secrétariat de la CIDSE coordonne ce travail collectif et épaulé ces divers groupements dans leurs travaux, par des actions de lobbying auprès des décideurs, par le travail en réseau avec des alliés et par la communication en direction des médias.

## Personnel

Le Secrétariat de Bruxelles se compose d'une équipe de salariés permanents qui animent et coordonnent les efforts communs déployés par les organisations membres.

<b>Bernd Nilles</b>	Secrétaire général
<b>Denise Auclair</b>	Conseillère politique
<b>Jean Letitia Saldanha</b>	Conseillère politique
<b>Cayetana Carrion</b>	Responsable de la coopération au niveau programmes
<b>Deborah Casalin</b>	Chargée de mission, groupe de travail Israël/Palestine de la CIDSE
<b>François Delvaux</b>	Responsable des questions de politique et de plaidoyer
<b>Markus Drake</b>	Responsable de la communication et des actions auprès des médias
<b>Chiara Martinelli</b>	Assistante du Secrétaire général, Coordinatrice de l'action conjointe pour le développement durable
<b>Giulia Bondi</b>	Assistante de plaidoyer
<b>Catherine Durbin</b>	Assistante de plaidoyer
<b>Marie-Paule Ogereau</b>	Assistante de plaidoyer et de communication
<b>Edurne Portillo</b>	Assistante de plaidoyer et de programme
<b>Yvette Pierret</b>	Assistante en charge de l'administration et de la logistique
<b>Saïd Ben Seddik</b>	Auxiliaire de bureau et Assistant informatique

La CIDSE tient à remercier chaleureusement son ancien Président Chris Bain ainsi que ses anciens collaborateurs Gisele Henriques, Emilie Johann, Marianne Decock, Stefan Reinhold et Markus Vennwald pour leurs précieuses contributions à ses activités.

# CIDSE

together for global justice  
ensemble pour un monde de justice  
juntos en pro de la justicia global

## Membres de la CIDSE



[www.koo.at](http://www.koo.at)  
Autriche



[www.broederlijkdelen.be](http://www.broederlijkdelen.be)  
Belgique



[www.entraide.be](http://www.entraide.be)  
Belgique



[www.devp.org](http://www.devp.org)  
Canada



[www.cafod.org.uk](http://www.cafod.org.uk)  
Angleterre et  
Pays de Galles



[www.ccf-d-terresolidaire.org](http://www.ccf-d-terresolidaire.org)  
France



[www.misereor.de](http://www.misereor.de)  
Allemagne



[www.trocaire.org](http://www.trocaire.org)  
Irlande



[www.focsiv.it](http://www.focsiv.it)  
Italie



[www.cathol.lu](http://www.cathol.lu)  
Luxembourg



[www.cordaid.nl](http://www.cordaid.nl)  
Pays-Bas



[www.fecongnd.net](http://www.fecongnd.net)  
Portugal



[www.erko.sk](http://www.erko.sk)  
Slovaquie



[www.sciaf.org.uk](http://www.sciaf.org.uk)  
Ecosse



[www.manosunidas.org](http://www.manosunidas.org)  
Espagne



[www.fastenopfer.ch](http://www.fastenopfer.ch)  
Suisse



[www.coc.org](http://www.coc.org)  
Etats-Unis

## Contact

Markus Drake – CIDSE – Rue Stévin 16 – B-1000 Bruxelles  
T: +32 (0)2 282 40 73 – F: +32 (0)2 230 70 82 – drake@cidse.org